

Pouvoir d'emprunt

a ni développement ni production. L'industrie commence par trouver ses matières premières avant de produire. La situation est unique en son genre, car les capitaux de premier établissement sont des capitaux de risque et devraient être considérés comme tels.

Je correspond régulièrement avec environ 250 membres de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante et avec des hommes d'affaires de ma circonscription. Ils ont peine à se maintenir et peuvent encore moins prendre de l'expansion. Des emplois sont en jeu et nous ne pouvons guère créer des emplois pour demain avant de nous acquitter de nos obligations d'hier.

Et c'est là précisément l'objet du projet de loi C-11. Si ma collègue, la députée de Hamilton-Est (M^{me} Copps), était ici aujourd'hui, je l'inviterais à se reporter à il y a quelques années pour voir comment son gouvernement a réussi à juguler l'industrie extractive. Quand l'activité de ce secteur a ralenti, nous avons cessé de creuser des puits et, partant, nous n'avions plus besoin de tuyaux. N'ayant pas besoin de tuyaux, nous n'avions plus besoin de l'acier d'Hamilton ni de treuils de forage ni de câbles métalliques. En fait, nous n'avions plus besoin de rien. Le chômage qui sévit dans la circonscription de la députée est donc directement imputable à son gouvernement.

Notre gouvernement s'est engagé auprès des Canadiens à bien gérer le pays et à produire des résultats. Nous avons promis de remanier de fond en comble le système budgétaire et la planification, et c'est ce que nous ferons. Il n'existe pas de solution facile. Notre mandat est de taille, mais nous tiendrons nos promesses. Je tiens à dire à mes collègues que je suis très fière d'avoir été élue à la Chambre et d'avoir aujourd'hui la possibilité de prendre la parole pour appuyer le projet de loi C-11.

M. le vice-président: Des questions? Des commentaires?

M. Boudria: Monsieur le Président, à la fin de ses observations, la députée a parlé d'une certaine promesse. Évidemment, comme nous le savons, il s'agit de la promesse du gouvernement de créer des dizaines de milliers d'emplois dans le pays aussitôt qu'il prendrait le pouvoir.

Je suis sûr que la députée et le premier ministre (M. Mulroney) se souviennent d'avoir fait cette déclaration. La députée pourrait-elle nous dire dans quelle mesure le gouvernement a tenu cette promesse? Plus précisément, combien de dizaines de milliers d'emplois le gouvernement a-t-il supprimés plutôt que créés comme il l'avait promis avant son accession au pouvoir?

● (1115)

Mme Sparrow: Monsieur le Président, je fais cas des observations de mon honorable collègue. Lorsque nous sommes entrés en fonction, nous n'avions pas idée de ce qui nous attendait. Les libéraux ont eu 16 ans pour créer ce gâchis, et nous allons faire tous nos efforts pour ramasser les morceaux petit à petit et nous allons les remettre en place. Le Canada était sur les genoux, nous allons le remettre sur ses pieds puis nous allons nous mettre à courir. Nous allons donner aux Canadiens la possibilité de reprendre en main nos ressources, naturelles et humaines. Nous allons donner au pays la possibilité d'être ce qu'il devrait l'être.

M. Boudria: Monsieur le Président, j'ai une autre observation. La députée vient de nous dire que son gouvernement ne savait pas ce qu'il faisait quand il est entré en fonction, et qu'il ne savait pas ce qui se passait. Qu'il ne savait pas par où commencer, qu'il n'avait pas d'idée de la situation des livres. C'est donc que les conservateurs étaient les seuls à ne pas savoir ce qui se passait. Nous, nous le savions . . .

Des voix: Oh, oh!

Des voix: Bravo!

M. Boudria: Est-ce que j'ai touché leur corde sensible, monsieur le Président? Comme je m'apprêtais à le dire quand j'ai été si grossièrement interrompu, nous savions parfaitement que nous ne pouvions pas promettre des milliards, et nous n'avons pas fait de promesses que nous ne pourrions tenir. Nous nous sommes bornés à promettre ce que nous pouvions réaliser.

M. Stewart: C'est pour cela que vous avez 40 sièges entre vous.

M. Boudria: Nous n'avons peut-être que 40 sièges, mais nous avons conservé l'honneur.

Des voix: Oh, oh!

M. Boudria: Au moins, quand nous reprendrons le pouvoir nous pourrions réaliser ce que nous avons promis. Ce n'est pas nous qui allons décevoir la population, comme les ministériels ne cessent de le faire depuis qu'ils sont entrés en fonction. C'est exact, monsieur le Président, ils ne savaient pas ce qui se passait. Ils ne le savent pas encore. Ils ont promis des dizaines et des dizaines de milliers d'emplois.

Selon ce livre que je tiens, intitulé «Réévaluation des déboursés», le gouvernement a supprimé des milliers d'emplois dans ma circonscription, ici même dans l'Outaouais, ainsi que dans celles de plusieurs députés. Je vois la députée de Gatineau (M^{me} Mailly), par exemple. Peut-être pourra-t-elle prendre la parole et nous parler des milliers d'emplois supprimés dans sa circonscription. Et aucun n'a été créé. Voilà la performance décevante du gouvernement jusqu'ici. Il n'y a pas si longtemps, nous en avons eu assez après neuf mois d'un gouvernement du même genre. Celui-ci, nous en avons assez après seulement deux mois.

Mme Sparrow: Monsieur le Président, j'aimerais demander à mon collègue . . .

M. Boudria: Ce n'est pas à vous de demander. C'est à moi.

Mme Sparrow: Permettez-moi de dire une chose à mon collègue, monsieur le Président. Savait-il qu'il laissait un déficit de 34 milliards?

Une voix: Est-ce là une des promesses?

Mme Sparrow: Au début, c'était 29 milliards. Je pense que c'est le ministre des Finances du gouvernement précédent qui a fait une erreur de calcul d'environ cinq milliards.

Je tiens à dire au député que nous avons reçu un mandat énorme. Nous avons hérité du problème. Nous n'en sommes pas du tout contents, mais nous allons nous mettre au travail lentement et sûrement, et nous allons redonner du travail à des dizaines de milliers de gens. Déjà la ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M^{me} Carney) collabore étroitement avec les gouvernements des provinces et avec l'industrie pour mettre au point un nouveau programme énergétique national. Nous allons développer cela. Nous travaillons dans le domaine